**[Pays]**

**FORMULAIRE DE DEMANDE DE DIAGNOSTIC DU CHOLERA**

|  |
| --- |
| **Le présent formulaire s'adresse aux pays qui demandent le soutien de Gavi pour l'achat de tests de diagnostic rapide (TDR) du choléra dans le cadre de l'initiative de diagnostic approuvée par le Conseil de Gavi. Ce soutien est destiné à faciliter l'accès aux TDR du choléra en vue de tests en temps opportuns et d'une identification de cas probables de choléra. Il vise à permettre une utilisation plus efficace et efficiente du vaccin anticholérique oral (VCO), notamment pendant les campagnes préventives, en aidant à constituer une base de données factuelles des zones affectées et des tendances en matière de transmission du choléra.****Les documents ci-après constituent des exigences obligatoires et doivent être soumis en même temps que le présent formulaire de demande:*** Signatures requises pour valider la présente demande avant sa présentation à Gavi:
	+ Ministre de la Santé (ou son représentant autorisé)
	+ Directeur Financier du Ministre de la Santé)

NOTE: La signature du Ministre des Finances (ou de l'Autorité déléguée) est recommandée mais facultative. L'approbation de la présente demande par le Directeur financier du ministère de la Santé est requise pour faire en sorte que le gouvernement prenne conscience de sa responsabilité en matière de financement des diagnostics du choléra à moyen et long terme. Le soutien à l'approvisionnement en diagnostics du choléra est fourni pour permettre davantage de tests opportuns des cas suspects de choléra, afin de documenter les activités de lutte et de prévention du choléra, y compris mais non limité aux efforts de vaccination anticholérique orale préventifs ou en cas d'épidémie. Tous les pays éligibles au soutien de Gavi pour les nouveaux vaccins peuvent présenter une demande. L'on s'attend à ce que le soutien de Gavi à l'approvisionnement en diagnostics du choléra soit particulièrement utile pour les pays qui envisagent ou cherchent à mener des campagnes de VCO préventif (VCOp)La demande sera examinée par des membres du Comité d'examen indépendant (CEI), qui feront une recommandation à Gavi. Après l'examen indépendant, les pays disposeront d'une période de clarification (30 jours ouvrables) pour répondre à toute "question à traiter" avant l'approbation finale de Gavi. **Envoyez le présente formulaire de demande et les documents exigés ci-dessus à** **proposals@gavi.org***Les pays qui demandent le soutien de Gavi aux campagnes de VCOp doivent consulter les* [*Directives sur le financement des vaccins*](https://www.gavi.org/sites/default/files/support/guidelines-2023/Gavi-Vaccine-Funding-Guidelines-FR.pdf) *pour de plus amples informations sur le processus et ses exigences.*  |

# Clauses et conditions générales du soutien de Gavi

## Modalités de Gavi

Les modalités de l'accord-cadre de partenariat (ACP) entre Gavi et le Pays, y compris les dispositions concernant la lutte contre la corruption, le terrorisme et le blanchiment d'argent, restent en vigueur et s'appliquent à tout soutien fourni par Gavi conformément à la présente demande. Les modalités ci-dessous ne remplacent pas celles de l'ACP. Dans le cas où un pays n'a pas encore exécuté l'ACP, les modalités de la présente demande s'appliquent à tout soutien fourni par Gavi conformément à la présente.

#### MODALITÉS DE LA DEMANDE DE SUBVENTIONS GAVI

**FOURNITURES ET ÉQUIPEMENTS UTILISÉS UNIQUEMENT POUR LES PROGRAMMES APPROUVÉS**
Le pays candidat (le "Pays") confirme que tout le matériel de Gavi sera utilisé et ne contribuera qu'aux fins du (ou des) programme(s) décrit(s) dans la demande du Pays. Toute modification significative par rapport au(x) programme(s) approuvé(s) doit être étudiée et approuvée à l'avance par Gavi. Toutes les décisions concernant la demande d'achat se font à la discrétion de Gavi et sont soumises aux processus du CEI et à la disponibilité des fonds.

**AMENDEMENT DE LA DEMANDE**
Le Pays avisera Gavi dans son Evaluation conjointe ou dans tout autre mécanisme annuel de compte rendu approuvé s'il souhaite proposer un changement à la description du/des programme(s) dans sa demande de soutien. Gavi documentera toute modification qu’elle aura approuvée conformément à ses directives et la proposition du pays sera amendée.

**CONFIRMATION DE LA VALIDITÉ JURIDIQUE**
Le Pays et les signataires du Pays confirment que la demande, et tout autre mécanisme de rapport annuel conclu, est juste et conforme et constitue une obligation légale pour le Pays, dans les limites prévues par la loi locale, visant à l'exécution du (ou des) programme(s) décrit(s) dans son application et le cas échéant, dans les dispositions suivantes.

**CONFORMITÉ AVEC LES POLITIQUES DE GAVI**
Le Pays déclare avoir pris connaissance des diverses politiques, directives et processus décrivant le(s) programme(s), notamment et sans limitation, la Politique de transparence et de responsabilité (TPR) et qu'il se conforme aux exigences stipulées. Toutes les politiques, directives et processus associés au programme sont consultables sur le site officiel de Gavi et/ou envoyés dans le Pays concerné.

**ARBITRAGE**
Tout différend entre le Pays et Gavi qui découle de sa demande ou est lié à celle-ci et n'est pas résolu à l'amiable sous un délai raisonnable, sera soumis à arbitrage à la demande de Gavi ou du Pays. L'arbitrage sera mené conformément au règlement d'arbitrage de la CNUDCI alors en vigueur. Les parties acceptent d'être liées par la sentence arbitrale, qui constituera la décision finale sur le différend en question. L'arbitrage se déroulera à Genève, en Suisse. Les langues de l'arbitrage seront l'anglais ou le français.

Pour tout différend dont le montant est inférieur ou égal à 100 000 USD, il y aura un arbitre, choisi par Gavi. Pour tout litige portant sur un montant supérieur à 100 000 USD trois arbitres seront nommés comme suit : Gavi et le Pays désigneront chacun un arbitre et les deux arbitres ainsi nommés désigneront conjointement un troisième arbitre, qui présidera.

Gavi ne sera pas responsable envers le pays de toute réclamation ou perte liée au(x) programme(s) décrit(s) dans la demande, y compris mais sans s'y limiter, toute perte financière, tout dommage à la propriété, blessure ou décès. Le Pays est le seul responsable de tous les aspects de la gestion et de la mise en œuvre du ou des programme(s) décrit(s) dans sa demande.

**RAPPORTS**
Le Pays doit communiquer les informations relatives à l'activité de test du choléra, ainsi que le relevé des cas de choléra suspects et confirmés à l'Organisation mondiale de la Santé (OMS). Ce rapport doit être rédigé en ligne en suivant les recommandations techniques sur les rapports et en utilisant des modèles émanant du Groupe de travail mondial sur la lutte contre le choléra (GTFCC) qui figurent sur le [site Internet du GTFCC](https://www.gtfcc.org/wp-content/uploads/2023/02/gtfcc-interim-cholera-regional-and-global-reporting-technical-recommendations.pdf) (anglais). Cela implique de rendre compte du nombre de cas de choléra suspects, du nombre de cas testés (stratifiés par méthode de test), du nombre de tests positifs et du nombre de décès dus au choléra. Afin de simplifier le compte rendu et d'éviter les doublons, Gavi s'appuiera sur les informations fournies par l'OMS pour documenter les décisions futures concernant le renouvellement du financement du soutien à l'achat de diagnostics du choléra pour des pays individuels. Les Pays peuvent également être requis de fournir des informations sur les tests de diagnostic du choléra au moyen d'enquêtes. Gavi anticipe que i) les futures demandes de renouvellement d'équipement de diagnostic du choléra et ii) les futures demandes de soutient au VCO préventif tiendront compte de l'amélioration des capacités de diagnostic et de rapport. A l'avenir, Gavi peut demander que les demandes des pays de soutien de Gavi au financement des campagnes de VCO préventives utilisent des données provenant des tests systématiques du choléra afin de justifier les plans sur les lieux où ces campagnes doivent être menées

**ELIGIBILITE**

Tous les pays éligibles au soutien de Gavi pour les nouveaux vaccins peuvent demander un soutien au financement de l'achat de tests de diagnostic du choléra. L'on s'attend à ce que ce soutien au financement soit particulièrement utile pour les pays qui envisagent ou cherchent à mener des campagnes de VCO préventif (VCOp), car les résultats des tests de diagnostic aideront à documenter les décisions quant à savoir si et où mener ces campagnes.

**FINANCEMENT OPÉRATIONNEL**

Le présent mécanisme ne fournit pas de financement opérationnel pour l'introduction ou l'extension du diagnostic du choléra. Les financements de Gavi de Renforcement des systèmes de santé (RSS) et d'Assistance pays ciblée peuvent être utilisés pour soutenir la surveillance de la maladie et la capacité des tests de diagnostic; veuillez consulter la section des diagnostics du choléra des [Directives sur le financement des vaccins](https://gavinet.sharepoint.com/%3Aw%3A/t/COP/vip/EdSYH-L-fb1BoVbttOEN0PoB80iPoU8kojQCjC5AqYhjYA?e=EuALXF) pour de plus amples détails.

# Révision et mise à jour des informations du pays

### **Profil du pays**

Veuillez confirmer que le pays est éligible au soutien de Gavi à l'introduction de nouveaux vaccins:

|  |
| --- |
|  |

### **Réglementation douanière nationale**

Veuillez décrire la réglementation douanière locale essentielle pour la livraison des tests de diagnostic importés et le temps estimé que ces procédures prendront:

|  |
| --- |
|  |

Veuillez décrire les exigences relatives à l'inspection avant livraison qui sont essentielles pour la livraison des tests de diagnostic.

|  |
| --- |
|  |

Veuillez décrire les exigences particulières en matière de documentation qui sont essentielles pour la livraison de tests de diagnostic

|  |
| --- |
|  |

### **Agence nationale de réglementation**

Veuillez fournir des informations sur l'agence nationale de réglementation du pays, y compris sur l'existence d'un régulateur des instruments médicaux et des diagnostics in vitro.

|  |
| --- |
|  |

Veuillez indiquer au moins un point de contact au sein de l'Agence nationale de réglementation, avec le numéro de téléphone et l'adresse électronique. L'UNICEF aura besoin de communiquer les conditions de l'autorisation aux fabricants.

|  |
| --- |
|  |

# Epidémiologie, surveillance et tests du Choléra

### 3.1 Epidémiologie et tests

Veuillez remplir le tableau suivant en détaillant la situation du choléra dans le pays au cours des 5 dernières années.

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Année** | **Nbre de cas de choléra suspects** | **Nbre de cas testés par TDR** | **Nbre de cas TDR positifs** | **Nbre de cas testés par culture / PCR**  | **Nbre de cas culture / TDR positifs** |
| 2024 |  |  |  |  |  |
| 2023 |  |  |  |  |  |
| 2022 |  |  |  |  |  |
| 2021 |  |  |  |  |  |
| 2020 |  |  |  |  |  |

## 3.2 Système de surveillance - Les directives du GTFCC sur la surveillance du choléra sont disponibles [*ici*](https://www.gtfcc.org/wp-content/uploads/2023/02/gtfcc-public-health-surveillance-for-cholera-interim-guidance.pdf).

* **Option A** - Veuillez fournir des détails écrits pour décrire le système et la structure de surveillance dans le pays en ce qui concerne le choléra - y compris des détails sur les systèmes de données reliés électroniquement et sur la manière dont les rapports et les analyses de surveillance du choléra documentent la prise de décision.
* **Option B** - Vous pouvez autrement joindre une copie d'un document décrivant la surveillance du choléra, par exemple les directives du pays en matière de surveillance intégrée des maladies et la riposte (SIMR) , le plan national de lutte contre le choléra le plus récent du pays, et inscrire ci-dessous le nom du document et le(s) numéro(s) des section(s) pertinent(s) qui détaille(nt) les informations sur le système de surveillance du pays.

|  |
| --- |
|  |

## 3.3 Système d'orientation vers les laboratoires

* **Option A** - Décrivez brièvement par écrit le système d'orientation vers les tests du choléra dans le pays - y compris des détails sur la capacité des laboratoires au niveau du district (c'est-à-dire au niveau infranational), le transport des échantillons et les systèmes de communication des données de laboratoire, en particulier dans les zones touchées par le choléra.
* **Option B** - Ou joignez une copie d'un document le décrivant, par exemple, un panorama du système de laboratoires ou le plan national de lutte contre le choléra le plus récent du pays, et inscrivez le nom du document et le(s) numéro(s) des section(s) pertinent(s) qui détaille(nt) les informations sur le système d'orientation du pays.

|  |
| --- |
|  |

### 3.4 Considérations stratégiques et justification de la demande

* **Option A** - Décrivez brièvement comment l'extension de la capacité de diagnostic du choléra s'inscrit dans le plan de prévention du choléra de votre pays. En particulier, veuillez décrire l'intérêt de votre pays pour les campagnes de VCO préventif (VCOp) ou ses projets en la matière, aujourd'hui ou à l'avenir.
* **Option B** - Ou joignez une copie d'un document le décrivant, par exemple le plan national de lutte contre le choléra le plus récent du pays, et inscrivez le nom du document et le(s) numéro(s) des section(s) spécifiques pertinent(es) qui détaille(nt) les aspects pertinents des activités de surveillance de la stratégie d'élimination du choléra du pays.

|  |
| --- |
|  |

# Volumes de diagnostics du choléra et logistique

## 4.1 Quantification

Afin d'aider à quantifier les besoins annuels en tests de diagnostic rapide, Gavi a élaboré la méthodologie suivante en consultation avec le GTFCC. Les pays peuvent soit:

1. Utiliser l'approche de quantification des directives et fournir des détails sur les contributions des pays pour obtenir les totaux. Cela peut être facilité par l'utilisation facultative de [cette feuille de calcul Excel](https://www.gavi.org/fr/actualites/librarie-de-documents/quantification-cholera).
2. Fournir une justification écrite et des documents correspondants pour les quantités découlant d'une approche alternative.

Par unités de surveillance, nous entendons ici et partout des zones infranationales, par exemple des districts, des zones d'autorités locales, des comtés, etc.

**A. Approche de quantification des directives**

**Étape 1 - Identifier les unités de surveillance endémique pour des tests réguliers**

Identifier les unités de surveillance connues pour leur transmission régulière du choléra au cours des dernières années (par exemple, les zones endémiques) qui justifient des tests réguliers. Celles-ci peuvent être identifiées a) en suivant les [Directives du GTFCC](https://www.gtfcc.org/resources/identification-of-priority-areas-for-multisectoral-interventions-pamis-for-cholera-control/) (anglais) pour l'identification des domaines prioritaires d'intervention multisectorielle, b) par des données sur les cas confirmés ou suspects ou c) par d'autres méthodes, par exemple les districts susceptibles d'être ciblés par des campagnes de VCOp.

**Étape 3 - Calcul des quantités de TDR**

Utiliser les formules fournies, ou une autre méthode, pour calculer les exigences en matière de tests pour 1) les unités de surveillance avec des tests réguliers et 2) toutes les autres unités de surveillance (voir à l'étape 3 ci-dessous)

**Étape 2 - Cartographie des établissements de santé**

Pour chaque unité de surveillance identifiée à l'étape 1, confirmer le nombre d'établissements de santé utilisés pour détecter et/ou traiter les cas suspects de choléra dans ces districts. Il peut s'agir, par exemple, d'hôpitaux de district, d'hôpitaux de sous-district ou de centres de traitement du choléra (CTC)

*Les questions suivantes devraient aider les pays à estimer le nombre de tests de diagnostic du choléra dont ils ont besoin en utilisant la méthodologie de quantification des tests prévue par les lignes directrices. Même si cette méthode devrait faciliter la planification, dans la pratique, les pays devraient déployer les tests de diagnostic rapide du choléra en fonction de leurs besoins et de leur contexte. En outre, la méthodologie de quantification des lignes directrices peut ne pas convenir à tous les contextes nationaux, par exemple aux pays où l'endémicité du choléra est soupçonnée ou avérée dans presque toutes les unités de surveillance. Dans de telles situations, il peut être préférable d'adapter les formules (par exemple, le nombre de tests par jour dans les établissements de santé) ou d'adopter d'autres méthodes de quantification.*

Veuillez répondre à toutes les questions de cette section, même si vous proposez des volumes de TDR fondés sur une méthodologie alternative.

|  |  |
| --- | --- |
| **Étape 1a**: Liste des noms des unités de surveillance cibles identifiées[[1]](#footnote-2) dont on sait qu'elles ont connu une transmission régulière du choléra au cours des dernières années, en vue de tests réguliers  |  |
|  |  |
| **Etape 1b**: Combien d'autres unités de surveillance1 existe-t-il dans le pays, c'est-à-dire à l'exclusion de celles énumérées à l'étape 1a) ? Il est à noter que les TDR peuvent ne pas être demandés pour toutes ces unités de surveillance, par exemple en raison de leur capacité opérationnelle et/ou d'un risque de choléra plus faible. |  |

**Etape 2:** Veuillez fournir de brèves informations sur les établissements de santé concernés par les tests de diagnostic du choléra, notamment:

|  |  |
| --- | --- |
| Types d'établissements de santé utilisés pour l'identification et le traitement du choléra, par exemple hôpital de sous-district, centre de traitement du choléra, etc. |  |
|  |  |
| Nombre total de ces établissements de santé (c'est-à-dire ceux mentionnés ci-dessus) dans toutes les unités de surveillance sélectionnées pour des tests réguliers |  |

**Etape 3:** Veuillez suivre les formules - si elles sont jugées appropriées au contexte du pays - pour calculer les besoins en tests pour 1) les unités de surveillance ayant des besoins réguliers en tests, et 2) les tests en fonction des besoins dans toutes les autres unités de surveillance.



[L'outil Excel fourni](https://www.gavi.org/fr/actualites/librarie-de-documents/quantification-cholera) permet de calculer ces besoins en tests sur la base des données concernant i) le nombre d'unités de surveillance pour les tests réguliers et les tests en cas de besoin, ii) le nombre d'établissements de santé dans chaque unité de surveillance pour les tests réguliers et iii) la persistance du choléra dans le temps.

1. **Approche alternative**

*Veuillez sauter cette section si vous avez suivi la partie "A. Méthodologie des directives" ci-dessus.*

Si le pays propose une autre méthode de quantification des TDR nécessaires, veuillez fournir une description détaillée de l'approche de quantification, de la justification, des intrants et des résultats, afin de pouvoir calculer le nombre annuel total de tests de diagnostic nécessaires. Veuillez joindre des documents complémentaires, le cas échéant, tels que les lignes directrices nationales sur la stratégie de test de diagnostic pour la surveillance du choléra.

|  |
| --- |
|  |

### 4.2 Demande de volume

**Demande totale**

|  |  |
| --- | --- |
| Nombre total annuel de tests de diagnostic rapide demandés.  |  |

*Si l'outil Excel a été utilisé, veuillez soumettre l'outil Excel rempli avec le présent formulaire*

### 4.3. Logistique

### **4.3.1. Livraison des approvisionnements**

*Le pays est responsable du paiement ou de la renonciation au dédouanement, de l'assurance, de la manutention et du stockage à l'arrivée des TDR.*

Quels sont le nom, l'adresse et, le cas échéant, les coordonnées géographiques du premier aéroport international d'entrée en CIP, Aéroport convenu (Incoterms 2020), auquel la Division des approvisionnements de l'UNICEF expédiera tous les tests de diagnostic ?

|  |  |
| --- | --- |
| Premier aéroport international d'entrée en CIP : |  |
| Nom : |  |
| Adresse: |  |
| Coordonnées géographiques: |  |

Pour faciliter la livraison des fournitures en temps voulu, le pays sera chargé de donner le feu vert à l'UNICEF afin de permettre la programmation des expéditions avec la division des approvisionnements de l'UNICEF. Le destinataire est tenu de dédouaner les marchandises dès leur arrivée. Comment le pays prévoit-il d'obtenir le dédouanement nécessaire et les autres autorisations d’importation, par exemple les exonérations fiscales?

|  |
| --- |
|  |

Veuillez indiquer au moins un point de contact au point de livraison souhaité, avec le numéro de téléphone et l'adresse électronique. Si la demande est approuvée, l’UNICEF s’adressera à cette personne pour discuter de la livraison des fournitures.

|  |  |
| --- | --- |
| Nom : |  |
| Numéro de téléphone |  |
| Adresse courriel: |  |

### **4.3.2 Distribution des approvisionnements dans le pays**

*Le pays est responsable du stockage des TDR dans des endroits appropriés (par exemple, à une température adéquate) et de la distribution des TDR du point d'entrée préalablement identifié vers les niveaux inférieurs et les établissements de santé.*

Veuillez fournir de brefs détails sur le système de la chaîne d'approvisionnement médical dans le pays afin de donner des exemples de la capacité à distribuer des TDR depuis le niveau central jusqu'aux niveaux inférieurs. Par exemple, cette chaîne d'approvisionnement a-t-elle déjà été utilisée pour la distribution de TDR du choléra ou d'autres maladies (par exemple, le paludisme), et est-elle adaptée à la distribution de TDR du choléra ? Et/ou existe-t-il des fournitures médicales périodiquement livrées aux mêmes endroits que ceux qui recevront les TDR et qui pourront intégrer la distribution des TDR du choléra, par exemple pour les fournitures essentielles telles que le lactate de Ringer ou le matériel de collecte d'échantillons de la rougeole ?

|  |
| --- |
|  |

### **4.5 Financement de l'achat de diagnostics**

*Bien qu'aucune exigence de partage des coûts ne figure dans l'actuelle fenêtre de soutien (c'est-à-dire jusqu'à fin 2025), une exigence de partage des coûts sera finalement introduite pour les tests de diagnostic du choléra. Vous recevrez plus d'informations de votre haut responsable pays de Gavi au fur et à mesure qu'elles seront disponibles. Afin d'assurer la viabilité financière à long terme, il est attendu que les pays utilisent finalement une partie de leurs ressources et assument progressivement l’entière responsabilité du financement du diagnostic du choléra*

Veuillez fournir des informations sur le budget national consacré à l’achat de fournitures et d’équipements pour les tests de diagnostic pour l’année fiscale en cours et, le cas échéant, pour les années suivantes.

|  |
| --- |
|  |

### **Financement des systèmes de surveillance**

*Le présent mécanisme ne fournit pas de financement opérationnel pour l'introduction ou l'extension du diagnostic du choléra. La révision des directives de surveillance, la formation, l'élaboration d'outils de notification et la distribution de TDR du choléra devraient être financées par d'autres moyens. Les directives sur la surveillance du choléra du GTFCC est disponible* [*ici*](https://www.gtfcc.org/wp-content/uploads/2023/04/gtfcc-surveillance-de-cholera-lignes-directrices-provisoires.pdf) *et peuvent servir de base à de futures activités de renforcement des systèmes de surveillance*.

* Option A - Le cas échéant, veuillez fournir des informations sur tout financement et toute activité existants ou prévus pour la formation à la surveillance du choléra et d'autres activités de renforcement de la surveillance. Veuillez préciser la source de financement, par exemple financement national, financement de Gavi pour le renforcement des systèmes de santé (RSS) ou soutien d'autres partenaires.
* **Option B** - Ou veuillez joindre une copie d'un document décrivant ces activités, par exemple le plan national de lutte contre le choléra le plus récent du pays ou une liste d'activités approuvées dans le cadre d'une subvention de RSS, et inscrire ci-dessous le nom du document et le(s) numéro(s) de section pertinent(s) qui détaille(nt) les activités de renforcement des systèmes de santé.

|  |
| --- |
|  |

Contacts

Veuillez identifier la personne à contacter au cas où Gavi aurait besoin de plus d'informations concernant la demande.

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Nom | Fonction | Numéro detéléphone | Courriel | Organisation |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |

#### **Observations**

Veuillez nous faire part de vos commentaires sur cette demande et sur la manière de l'améliorer:

|  |
| --- |
|  |

#### Formulaire de signature du gouvernement

Le gouvernement de PAYS souhaite élargir le partenariat existant avec Gavi pour l'amélioration du programme de vaccination du pays, et demande spécifiquement par la présente le soutien de Gavi aux tests de diagnostic du choléra, notamment les tests de diagnostic rapide du choléra, comme indiqué dans le présent formulaire de demande.

Le gouvernement de PAYS s'engage à poursuivre le développement des services nationaux de vaccination, notamment les tests de diagnostic qui aident à orienter les services de vaccination, sur une base durable, conformément aux plans stratégiques nationaux de santé et de vaccination. Le Gouvernement demande à Gavi et à ses partenaires d'apporter une assistance financière et technique pour soutenir la vaccination des enfants telle qu'elle est présentée dans la présente demande de soutien.

Veuillez noter que Gavi n'examinera pas la présente demande sans les signatures du Ministre de la Santé et du Directeur financier du ministère de la Santé (ou des Autorités déléguées).

*Nous, soussignés, affirmons que les objectifs et les activités énoncés dans la présente demande sont pleinement conformes aux plans stratégiques nationaux en matière de santé et de vaccination (ou à leurs équivalents) et que les fonds destinés à l'achat de diagnostics du choléra seront inclus dans les futurs budgets annuels du ministère de la Santé, y compris les fonds destinés au cofinancement des futurs achats de fournitures financés par Gavi, une fois que les détails des besoins de cofinancement seront disponibles.*

*Nous, soussignés, affirmons en outre que les termes et conditions de l'accord-cadre de partenariat entre Gavi et le Pays restent pleinement en vigueur et s'appliqueront à tout soutien de Gavi apporté dans le cadre de la présente demande[[2]](#footnote-3).*

|  |  |
| --- | --- |
| Ministre de la Santé (ou son représentant autorisé)  | Directeur financier du ministère de la Santé (ou Autorité déléguée) |
| Nom :  | Nom :  |
| Date  | Date  |
| Signature :  | Signature :  |

1. Par unités de surveillance, ici et ailleurs, le terme "unité de surveillance" fait généralement référence au district, à la zone de gouvernement local, au comté, etc. [↑](#footnote-ref-2)
2. Si le pays n'a pas encore signé d'accord-cadre de partenariat, les termes et conditions de la présente demande s'appliqueront à tout soutien de Gavi apporté dans le cadre de la présente demande. [↑](#footnote-ref-3)